



S&D

*Bring The
Bills Down*



**PROPOSITIONS DU
GROUPE S&D**

WWW.SOCIALISTSANDEMOCRATS.EU

SOLIDARITÉ ET ÉQUITÉ

- Un plan de solidarité hivernal européen pour soutenir les citoyens et PME face à la forte inflation et à la crise du coût de la vie engendrée par les prix élevés de l'énergie et de l'alimentation ; ce plan prévoit 100 milliards de dollars immédiatement disponibles pour soutenir les ménages les plus fragilisés par les prix de l'énergie. Toutes les possibilités liées au budget de l'Union européenne doivent être envisagées afin d'assurer ce soutien financier, tout comme les financements par NextGenerationEU et la BEI ; il importe également de travailler immédiatement sur une capacité budgétaire permanente qui prenne en compte la réussite de NextGenerationEU, avec le développement d'un outil permanent SURE*.
- Une politique budgétaire européenne appropriée qui permette de faire face à la crise de l'énergie, ainsi que la prolongation de la clause de sauvegarde du Pacte de stabilité et de croissance aussi longtemps que nécessaire. En outre, les mesures ciblées liées à la crise de l'énergie devraient être exclues du calcul du déficit pour les règles budgétaires.
- L'élargissement de la contribution de solidarité à tous les secteurs profitant de bénéfices exceptionnels.
- La contribution adoptée le 30 septembre 2022 ne concerne que le secteur de l'énergie, alors que d'autres secteurs ont également enregistré des bénéfices exceptionnels. Cette nouvelle contribution de solidarité doit être étendue au moins aux secteurs bancaire et pharmaceutique qui ont enregistré une hausse de leurs bénéfices du fait de la pandémie et de la montée des taux d'intérêt. Ces recettes peuvent contribuer à financer REpowerEU et le soutien au revenu des ménages.
- Application d'un taux minimum effectif d'imposition des entreprises (15%)

* Comme mentionné dans la résolution du Congrès PSE 2022 adoptée à Berlin : nous continuons de soutenir une capacité d'investissement permanente de l'UE avec une véritable solidarité européenne prenant en compte la réussite du financement Next Generation EU

RÉDUCTION DES PRIX

- Limiter les prix sur les importations de gaz pour réduire les factures des ménages. Cette limite devrait s'appliquer aussi bien au gaz importé par pipeline qu'au GNL et devrait être négociée avec des pays tiers fiables.
- Imposer une déconnexion temporaire entre les prix du gaz et de l'électricité pour alléger immédiatement les factures d'électricité. Dans l'attente de la réforme du marché de l'électricité, cette mesure assurera pendant un temps limité que le gaz ne détermine plus le prix de l'électricité. Les factures seront immédiatement réduites, car elles ne seront plus couplées au prix du gaz, qui est beaucoup plus cher que toute autre source d'énergie utilisée pour produire de l'électricité. Ces prix reflèteront ainsi le prix effectif de la source d'énergie utilisée pour produire de l'électricité, comme par exemple pour les énergies renouvelables.
- Mettre fin à la spéculation et à la manipulation du marché du gaz et, entre autres, augmenter la supervision financière, la transparence et l'adoption d'outils de crise (par exemple, des interruptions d'urgence des transactions en cas de fluctuations excessives ou des limites à la revente de matières premières) et développer un nouveau benchmark européen pour le prix du gaz.
- Introduire un mécanisme collectif pour acheter des sources d'énergie suivant le modèle utilisé lors de l'achat de vaccins pendant la pandémie de Covid-19, afin d'augmenter le pouvoir de négociation de l'UE et parvenir à des prix plus bas, négociés avec des pays tiers fiables.
- Stimuler l'investissement dans la production d'énergies renouvelables et dans les réseaux de gaz et d'électricité et favoriser la mise en place d'économies d'énergie.

PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES

- Augmentation des salaires minimum : des salaires décents sont un outil essentiel pour aider les ménages à supporter la hausse des prix de l'énergie. Il est crucial de promouvoir la négociation collective et de faire en sorte que les salaires soient utilisés comme stabilisateur économique afin de contenir l'inflation. Les États membres devraient appliquer rapidement la directive sur le salaire minimum afin que ces salaires soient relevés à au moins 60 % du salaire médian d'un pays ou 50 % du salaire moyen.
- Garantie d'un programme de revenu minimum au-dessus du seuil de pauvreté : il est essentiel que chacun et chacune en Europe soit couvert par un programme de revenu minimum et que les retraites garantissent un revenu supérieur au seuil de pauvreté. Les recommandations actuelles du Conseil, telles que proposées par la Commission, doivent être transformées en directive sur un cadre pour les programmes de revenu minimum, avec l'objectif de préserver le droit à une vie décente, l'éradication de la pauvreté et la gestion des questions de couverture appropriée, avec une clause de non-régression ; cela constitue une urgence.
- Les coupures de gaz et d'électricité aux personnes et foyers vulnérables devraient être interdites. Disposer d'une électricité et d'un chauffage propre est un droit fondamental. Personne ne devrait devoir choisir entre manger, se chauffer et se rafraîchir.
- Révision du cadre légal des Services d'intérêt économique général pour garantir l'accès des ménages à des services essentiels de qualité, notamment l'énergie, le transport, l'eau, Internet et les systèmes sanitaires.
- Renforcement de la Garantie européenne pour l'enfance avec un fonds d'au moins 20 milliards d'euros pour garantir qu'aucun enfant dans l'UE ne subisse la précarité énergétique : la crise actuelle aggravera la situation des enfants souffrant ou menacés de pauvreté. La Commission et les États membres doivent accélérer la mise en œuvre de la Garantie européenne pour l'enfance de sorte que chaque enfant dans l'UE dispose d'un plein accès à un système de santé et une éducation et des soins gratuits et de qualité, qu'il habite un logement décent et qu'il bénéficie d'une alimentation appropriée.
- Un sommet social rassemblant les institutions européennes et les partenaires sociaux afin de s'accorder sur les mesures liées aux défis que représente la situation exceptionnelle actuelle, avec la montée de l'inflation et ses conséquences sociales, en particulier concernant les conditions de vie, une redistribution équitable de la fortune entre les différents groupes de la société et des salaires décents. Ce sommet devra veiller à mettre à jour le Plan d'action sur le socle européen des droits sociaux adopté le 7 mai 2021 à Porto afin de garantir que les objectifs fixés soient atteints par l'ajout de propositions et/ou de moyens financiers.